



Assemblée générale

Distr. générale
6 août 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4-15 novembre 2024

République populaire démocratique de Corée

Compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu des textes issus de l'Examen périodique universel précédent¹. Il contient des renseignements provenant des documents pertinents établis par des entités des Nations Unies, résumés en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.

II. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

2. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de ratifier tous les instruments fondamentaux relatifs aux droits humains ne l'ayant pas encore été, ainsi que leurs protocoles facultatifs, de participer aux procédures d'examen de communication et aux procédures d'enquête, et de soumettre tous les rapports dus aux organes conventionnels².

3. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a recommandé au Gouvernement de ratifier le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants³.

4. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a recommandé au Gouvernement de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale⁴.

5. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a recommandé à l'État de devenir membre de l'Organisation internationale du Travail en vue d'adhérer aux normes fondamentales du travail et de renforcer la coopération économique avec d'autres pays⁵.

6. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a recommandé à l'État de ratifier la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement⁶.

7. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a recommandé au Gouvernement de permettre sans délai le retour des organismes des Nations Unies, des autres organisations internationales et de la communauté diplomatique, ainsi que l'activité économique et la circulation des personnes⁷.



8. Le Secrétaire général a noté que le pays avait continué à rejeter toute coopération fondée sur la résolution 25/25 du Conseil des droits de l'homme, notamment avec la structure de terrain créée à Séoul par le HCDH et avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. Aucune invitation permanente n'avait été adressée aux titulaires de mandat thématique au titre des procédures spéciales⁸.

III. Cadre national des droits de l'homme

1. Cadre constitutionnel et législatif

9. Le Secrétaire général a constaté que la répression systématique des droits et des libertés avait été rendue possible par les caractéristiques constitutionnelles et institutionnelles de l'État, lesquelles servaient à contrôler la population et à centraliser le pouvoir et non à permettre la réalisation des droits humains⁹.

10. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a recommandé au Gouvernement de réviser le Code pénal et d'autres lois afin de redéfinir les actes constituant des « menaces pour la sécurité nationale » et de réévaluer le bien-fondé et la proportionnalité des restrictions à la liberté d'information¹⁰.

2. Cadre institutionnel et mesures de politique générale

11. Le Secrétaire général a constaté que l'absence de contre-pouvoirs dans le pays, notamment d'un pouvoir judiciaire indépendant, compétent et impartial, portait atteinte aux fondements mêmes de l'état de droit¹¹.

12. Le Secrétaire général a noté que le Parti du travail de Corée continuait à contrôler toutes les institutions, les décisions du Parti et du dirigeant suprême primant sur le droit formel¹².

13. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que quiconque cherchait à quitter le pays, regardait ou écoutait les médias étrangers ou critiquait les agissements du Gouvernement était considéré comme un criminel ou un traître, ce qui entraînait de lourdes conséquences. La surveillance et le contrôle étroit des citoyens ainsi que d'autres restrictions sévères des libertés fondamentales résultant d'une militarisation extrême avaient été encore renforcés pendant la fermeture de la frontière liée à la lutte contre la COVID-19¹³.

IV. Promotion et protection des droits de l'homme

A. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Égalité et non-discrimination

14. Le Secrétaire général a constaté que le système de catégorisation sociale *songbun* permettait à l'État d'exercer un contrôle strict de la population et de marginaliser les citoyens qui étaient perçus comme contestant la légitimité du pouvoir. Ce système déterminait l'accès à l'enseignement supérieur, au logement, à l'alimentation et à l'emploi, la participation à la conduite des affaires publiques, la vie conjugale et familiale et le lieu de résidence¹⁴.

15. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de mettre fin à la discrimination à l'égard des citoyens sur la base de leur loyauté politique supposée ou de l'origine sociopolitique de leur famille, en particulier dans le cadre du système de catégorisation *songbun*¹⁵.

16. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de s'attaquer aux disparités croissantes entre Pyongyang et les autres régions du pays – en particulier les zones rurales et frontalières – dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels¹⁶.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, et droit de ne pas être soumis à la torture

17. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de décréter un moratoire immédiat sur l'application de la peine de mort, suivi, sans délai excessif, de son abolition, et de veiller à ce que, dans l'attente de son abolition, cette peine ne soit imposée que pour les crimes les plus graves et appliquée en exécution d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent¹⁷.

18. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que la torture et les mauvais traitements restaient des pratiques généralisées et systématiques dans les centres de détention administrés par le Ministère de la sécurité de l'État et par le Ministère de la sécurité du peuple. Les responsables de l'application des lois considéraient la torture et les mauvais traitements comme un moyen d'obtenir des aveux et de punir les détenus¹⁸.

19. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a indiqué que depuis longtemps étaient communiquées des informations crédibles selon lesquelles un certain nombre de personnes qui avaient fui le pays puis y avaient été ramenées de force avaient été soumises à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et avaient subi d'autres violations graves des droits de l'homme¹⁹.

20. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de cesser immédiatement d'utiliser la torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants dans les lieux de détention, notamment les passages à tabac dans le cadre du système d'interrogatoire visant à arracher des aveux, de développer des compétences de criminalistique et de renoncer à recourir à l'extorsion d'aveux²⁰.

21. Le Secrétaire général a constaté que la détention provisoire demeurait exclue de tout contrôle judiciaire effectif. Des suspects étaient détenus arbitrairement pendant de longues périodes sans avoir été reconnus coupables d'une quelconque infraction²¹.

22. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a indiqué qu'il continuait à recevoir des témoignages selon lesquels dans les centres de détention provisoire (*kuryujang*) les détenus étaient battus, frappés à coups de pied ou forcés à rester assis immobiles toute la journée, sans interruption ou avec des interruptions de courte durée. Ces techniques violentes étaient couramment utilisées pour contraindre les suspects à avouer des infractions²².

23. Le Rapporteur spécial a indiqué qu'il continuait à recevoir des informations selon lesquelles il suffisait que des fonctionnaires du Ministère de la sécurité de l'État jugent que des personnes étaient déloyales envers l'État et son idéologie pour qu'elles soient arbitrairement privées de liberté et placées en détention pour une durée indéterminée, sans perspective de libération, dans des camps de prisonniers politiques (*kwanliso*) où elles enduraient des conditions inhumaines, sans avoir accès à une alimentation adéquate, à de l'eau potable et à des installations sanitaires, et subissaient de mauvais traitements, notamment des passages à tabac qui s'apparentaient souvent à de la torture. Les prisonniers politiques étaient privés de tout contact avec le monde extérieur, y compris avec leur famille²³.

24. Le Rapporteur spécial s'est réjoui d'apprendre que la peine d'emprisonnement d'une famille détenue dans un *kwanliso* avait été écourtée, que plusieurs enfants avaient été libérés d'un *kwanliso* et que des enfants avaient été dispensés d'emprisonnement dans un *kwanliso* quand leur famille avait été arrêtée pour avoir tenté de fuir en République de Corée. Il encourageait le Gouvernement à poursuivre ces démarches et à libérer progressivement les personnes détenues dans un *kwanliso*²⁴.

25. Le HCDH a indiqué que d'anciens détenus qu'il avait interrogés avaient fait état systématiquement de conditions de détention pénibles, en particulier une alimentation insuffisante, cause de graves problèmes de santé parmi les détenus, et la violence physique et psychologique, notamment pendant les interrogatoires effectués par des agents du Ministère de la sécurité de l'État et du Ministère de la sécurité du peuple. Selon plusieurs personnes interrogées des détenus étaient morts de malnutrition, d'épuisement au travail, faute de soins médicaux ou pour toutes ces raisons combinées. Des femmes avaient dit avoir

été agressées sexuellement par des gardiens de prison. Il ressortait des récits d'anciens détenus que les centres de détention échappaient à tout contrôle judiciaire et qu'il n'existait aucun mécanisme permettant aux détenus de signaler les abus²⁵.

26. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a noté que dans les prisons l'accès à l'eau potable était limité, les installations sanitaires laissaient à désirer et les services de santé étaient quasi inexistant²⁶.

27. Le Haut-Commissaire a noté, qu'aux dires de plusieurs personnes interrogées, les détenus étaient privés de soins médicaux à moins que leur famille ne fournisse tout le matériel nécessaire et ne s'occupe des médecins. Certaines personnes interrogées avaient vu d'autres détenus mourir faute de soins médicaux. Les personnes interrogées avaient décrit un froid intense et des conditions d'hygiène épouvantables et avaient en outre dit que les femmes ne recevaient pas de produits d'hygiène menstruelle²⁷.

28. Le Haut-Commissaire a indiqué que des informations fournies par un petit nombre de personnes interrogées donnaient à penser que depuis 2014 le traitement physique des détenus pourrait s'être quelque peu amélioré, au moins dans certains lieux de détention. Aux dires de certaines de ces personnes des gardiens ou d'autres fonctionnaires avaient fait l'objet de mesures disciplinaires pour mauvaise conduite, notamment pour avoir battu des détenus. Un ancien gardien qui avait travaillé dans une prison ordinaire (*kyohwaso*) avait affirmé au HCDH que les passages à tabac étaient devenus moins nombreux, que le Ministère de la sécurité du peuple avait donné pour instruction de ne pas frapper les détenus et que lui-même avait reçu l'ordre de respecter cette interdiction²⁸.

29. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de libérer tous les prisonniers politiques, de démanteler tous les camps de prisonniers politiques (*kwanliso*) et de cesser immédiatement d'arrêter et d'incarcérer des personnes de façon arbitraire en raison de leurs opinions politiques ou autres, ou de leur origine sociale²⁹.

30. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de procéder à un examen d'ensemble des conditions de vie dans les lieux de détention et de prendre des mesures pour qu'elles soient conformes à ses obligations en matière de traitement humain des personnes détenues, conformément aux dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'aux normes minimales énoncées dans l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et dans les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok)³⁰.

31. Le Secrétaire général a constaté que le HCDH était préoccupé par les nombreux cas de personnes toujours portées disparues, parfois depuis des décennies. Les nombreux cas de disparitions forcées imputables au pays correspondaient en premier lieu à la disparition de ressortissants nord-coréens à l'intérieur du pays, notamment à la suite de leur rapatriement forcé depuis des pays voisins. Une fois que ces personnes étaient arrêtées, il était impossible de savoir ce qu'il était advenu d'elles ni où elles se trouvaient³¹.

32. Le Secrétaire général s'est joint au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour demander au Gouvernement de faire la lumière sur ce qu'il était advenu des personnes portées disparues et sur les lieux où elles se trouvaient, de rendre ces personnes à leurs proches ou de restituer leur dépouille, et de prendre d'autres mesures pour reconnaître les droits des victimes, notamment en demandant des comptes aux responsables de ces actes³².

3.1 Administration de la justice, impunité et primauté du droit

33. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que l'État ne s'était toujours pas attaqué à la culture d'impunité bien ancrée dont bénéficiaient les personnes, y compris parmi les plus hautes autorités, qui avaient commis des violations des droits de l'homme, et qu'il n'avait pas pris de mesures concrètes pour établir les responsabilités concernant les violations³³.

34. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour répondre aux conclusions et recommandations de la Commission d'enquête, du Groupe d'experts indépendants sur l'établissement des responsabilités pour les violations

des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, telles qu'elles figuraient dans le rapport de la Haute-Commissaire sur la promotion de l'établissement des responsabilités en République populaire démocratique de Corée³⁴.

35. Le Haut-Commissaire a recommandé à l'État de faire en sorte que les victimes de graves violations des droits de l'homme, notamment de violations constitutives de crimes internationaux, ainsi que leur famille, bénéficient de mesures de réparation et aient accès à des voies de recours appropriées, rapides, utiles et qui tiennent compte du genre, et en particulier de reconnaître publiquement la réalité des violations subies par ces victimes³⁵.

36. Le Secrétaire général a constaté, bien que le pays soit partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que les garanties d'une procédure régulière et le droit à un procès équitable, tels que protégés par l'article 14 du Pacte, continuaient à faire l'objet de violations systématiques. Les procès demeuraient inexistantes ou superficiels. Les citoyens continuaient à s'en remettre au versement de pots-de-vin plutôt qu'aux tribunaux pour protéger leur droit de ne pas être soumis à une détention arbitraire³⁶.

37. Le Secrétaire général a noté que les personnes suspectées d'avoir commis des actes contestant le pouvoir de l'État restaient exposées à des poursuites pour infractions « politiques » de la part du Ministère de la sécurité de l'État, qui exerçait ses larges pouvoirs sur les accusés et les membres de leur famille en l'absence de tout contrôle judiciaire³⁷.

38. Le Secrétaire général a noté qu'il ressortait de témoignages que, dans les cas où un procès avait lieu (pour les détenus accusés de comportement hostile à l'État dont la culpabilité n'avait pas été établie) ce procès n'était, à de très rares exceptions près, qu'une simple formalité. Les détenus ne pouvaient pas choisir une personne pour assurer leur défense et, quand ils bénéficiaient des services d'un avocat, ces services se résumaient à une simple présence le jour du procès, sans possibilité de plaider. Aucun cas d'acquittement n'avait été signalé et les accusés étaient en général condamnés à une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans, qu'ils purgeaient dans une prison ordinaire (*kyohwaso*) gérée par le Ministère de la sécurité du peuple³⁸.

39. Le Secrétaire général a indiqué que le Parti du travail de Corée continuait de passer au crible et de nommer tous les juges et qu'une fois en poste, ceux-ci recevaient des ordres du Parti et fonderaient leurs décisions juridiques sur des considérations politiques. Les avocats étaient strictement contrôlés par l'État³⁹.

40. Le Secrétaire général a noté que la corruption présumée au sein du système judiciaire avait favorisé les versements de pots-de-vin à des juges, à des procureurs et à des fonctionnaires du Ministère de la sécurité du peuple pour obtenir des réductions de peine et des libérations anticipées⁴⁰.

41. Le Secrétaire général a constaté que le contrôle exercé sur la vie des citoyens par les « séances de bilan de vie » et l'éducation politique perdrait du terrain car le versement de pots-de-vin permettrait aux habitants d'échapper à ces séances⁴¹.

42. Le Secrétaire général a signalé qu'il ressortait aussi de témoignages recueillis par le HCDH que la corruption était chose courante dans le système pénal du pays. Des pots-de-vin pouvaient être versés pour éviter l'arrestation et l'incarcération, pour atténuer les peines de prison ou y échapper, pour éviter les passages à tabac, pour atténuer la rudesse du travail forcé ou pour bénéficier de visites familiales. Le HCDH avait en outre été informé que, dans certains cas, l'exploitation des détenus allait au-delà de l'extorsion d'argent et donnait lieu à des violences sexuelles, y compris des viols⁴².

43. Le Haut-Commissaire a recommandé au Gouvernement de s'attacher à réformer la législation pénale et les institutions garantes de l'état de droit, en particulier l'appareil judiciaire, les forces de l'ordre et le système pénitentiaire, conformément aux règles et normes internationales relatives aux droits de l'homme⁴³.

4. Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

44. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que la surveillance et le contrôle rapproché des citoyens ainsi que d'autres graves restrictions aux libertés fondamentales étaient généralisés dans le pays. Les réflexions considérées comme critiques envers la famille dirigeante, l'État ou le parti au pouvoir n'étaient pas tolérées. Les médias étaient entièrement contrôlés par les pouvoirs publics et jouaient un rôle majeur dans la diffusion des messages de l'État. L'accès à Internet et aux médias électroniques restait limité au seul réseau officiel, et les téléphones portables ne pouvaient être utilisés que pour des appels nationaux. Passer des appels internationaux ou voyager à l'étranger sans disposer de l'autorisation requise constituait une infraction passible de sanctions⁴⁴.

45. Le Secrétaire général a noté que les libertés individuelles, notamment le droit de voyager librement dans le pays, de regarder les médias étrangers, de passer des appels internationaux et de se soustraire au code vestimentaire, semblaient dépendre de la capacité à payer des pots-de-vin⁴⁵.

46. Le Secrétaire général a constaté que, lors d'entretiens menés par le HCDH, des fugitifs avaient raconté que leur liberté d'exprimer des opinions ou des critiques envers l'État leur était complètement déniée. Avec le système de catégorisation sociale du *songbun* et le système généralisé de surveillance de l'État, l'existence de *kwanliso* créait un climat de peur et d'incertitude qui visait à décourager toute forme d'opposition à l'élite dirigeante⁴⁶.

47. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a signalé qu'en 2021 le Gouvernement aurait promulgué la loi sur la garantie de l'éducation des jeunes pour empêcher ces derniers de copier la culture étrangère et pour les réorienter vers un mode de vie socialiste⁴⁷.

48. Le Rapporteur spécial a indiqué que la loi de 2020 sur la dénonciation de la pensée et de la culture réactionnaires interdisait expressément les livres, les chansons, les films, les photographies, les vidéos ou tout autre contenu similaire provenant de nations « hostiles », comme les États-Unis, la République de Corée et le Japon. Cette loi disposait de plus que parler ou écrire dans un style sud-coréen, chanter à la manière sud-coréenne ou publier un texte dans une police de caractères sud-coréenne constituait une infraction passible, selon les circonstances, d'une peine de rééducation par le travail pouvant aller jusqu'à deux ans. Le Gouvernement semblait préoccupé par l'influence croissante que les films et la musique de la République de Corée exerçaient sur sa jeunesse car il les considérait comme une grave menace pour le régime politique unitaire⁴⁸.

49. Le Secrétaire général a noté que l'accès à Internet était limité aux hauts fonctionnaires de l'État et à d'autres personnes désignées. Le Centre informatique de la République populaire démocratique de Corée filtrait les informations mises à la disposition des utilisateurs. Un groupe d'utilisateurs un peu plus large, composé notamment d'instituts de recherche sélectionnés et de quelques fonctionnaires du Gouvernement, aurait accès à un « Intranet » rigoureusement contrôlé et réglementé⁴⁹.

50. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a recommandé à l'État d'assouplir les restrictions à l'accès à l'information et aux communications⁵⁰.

51. Le Secrétaire général a indiqué que le droit à la liberté d'association continuait à être bafoué. Aucune organisation de la société civile locale indépendante du Parti du travail de Corée ne pouvait prétendre à une existence officielle⁵¹.

52. Le Secrétaire général a constaté que chaque adulte était tenu d'appartenir à l'une des cinq organisations suivantes : le Parti du travail de Corée, la Ligue de la jeunesse, le Syndicat, le Syndicat des travailleurs agricoles et l'Union des femmes. Chaque organisation se réunissait trois fois par semaine, y compris dans le cadre de séances d'autocritique et de critique mutuelle où planait en permanence le risque que soit révélées des déviances idéologiques importantes, ce qui pouvait déboucher sur de graves atteintes aux droits humains pour les personnes accusées et leur famille, notamment la perte d'emploi, des violations accrues du droit à la vie privée et la détention arbitraire⁵².

53. Le Secrétaire général a indiqué que les seules réunions publiques autorisées étaient les rassemblements dirigés par le Gouvernement et visant à mobiliser les foules⁵³.

54. Le Secrétaire général a noté que le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion continuait à être bafoué, les autorités ne tolérant aucun autre système de croyance⁵⁴.

55. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a signalé que les chrétiens étaient considérés comme une « classe hostile » dans le cadre du système de classification sociale du *songbun* et qu'ils continuaient à être particulièrement pris pour cible en tant que grave menace pour la loyauté envers l'État⁵⁵.

56. Le Secrétaire général a constaté qu'un système de permis de circulation demeurait en place et permettait à l'État de contrôler tous les déplacements à l'intérieur d'une même province ou d'une province à une autre. Toute violation du système de permis de circulation était passible d'une détention sans procès pour une durée maximale de trois mois dans un camp de travail (*rodongdanryondae*)⁵⁶.

57. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a recommandé à l'État de reconnaître, en droit comme en fait, le droit fondamental de quitter son pays et d'y revenir, et de veiller à ce que les personnes rapatriées ne soient pas soumises à leur retour à des actes de torture, à une disparition forcée ou à une peine d'emprisonnement à titre de punition⁵⁷.

58. Le Secrétaire général a constaté que les citoyens n'avaient toujours pas la possibilité de participer véritablement à la sélection de leurs propres représentants. Les élections aux organes législatifs n'étaient que de pure forme et ne servaient qu'à valider les nominations faites par le Parti du travail de Corée. Le scrutin n'était pas secret et les électeurs craignaient de se voir infliger des sanctions s'ils ne votaient pas pour les candidats sélectionnés⁵⁸.

5. Droit à la vie privée

59. Le Secrétaire général a noté que le Gouvernement continuait à surveiller la population à un niveau rarement observé ailleurs. Le droit à la vie privée était systématiquement bafoué, et les habitations faisaient l'objet de perquisitions aléatoires visant notamment à réprimer la possession d'informations non autorisées par l'État. À cela s'ajoutait un système de sanctions qui pourraient également constituer des violations graves des droits humains. Les personnes ayant exercé leur droit à la liberté d'expression, de pensée, de conscience, de religion, de réunion pacifique ou d'association pouvaient faire l'objet d'exécutions extrajudiciaires ou être victimes de disparition forcée ou être internées dans une des prisons politiques du pays⁵⁹.

60. Le Secrétaire général a indiqué que le Gouvernement maintenait un contrôle total sur la vie sociale organisée. Il avait établi un dispositif de surveillance permanente par le canal d'entités comme la Ligue des jeunes, l'Union des travailleurs agricoles, l'Union des femmes socialistes et les groupes de surveillance de quartier (*inminban*)⁶⁰.

61. Le Secrétaire général a constaté que selon des témoignages recueillis par le HCDH des enfants étaient manipulés par le système de surveillance permanente de l'État pour les amener à dénoncer les membres de leur famille ayant accédé à des contenus médiatiques étrangers⁶¹.

6. Droit au mariage et à la vie de famille

62. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de permettre immédiatement aux membres des familles séparées de communiquer entre eux, notamment par visioconférence et par échange de lettres⁶².

7. Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes

63. Le Secrétaire général a constaté que selon des informations reçues par le HCDH le Gouvernement avait de plus en plus recours à la mobilisation forcée et non rémunérée d'hommes et de femmes afin de maintenir le fonctionnement de secteurs clés de l'économie, tels que la construction, l'exploitation minière et la production agricole. L'annonce de grands projets de développement avait également suscité des inquiétudes en matière de respect des droits humains, compte tenu de la possibilité d'un recours accru au travail forcé en vue d'atteindre les objectifs fixés par l'État⁶³.

64. Le Secrétaire général a signalé que l'État disposait de plusieurs moyens pour contraindre des citoyens aux travaux forcés, souvent pénibles et dangereux : système pénitentiaire et armée ; déploiement de « brigades de choc » (terme dérivé d'expressions relatives à un travail enthousiaste et productif) ; unités de surveillance de quartier (*inminban*) ; groupes « communautaires » ; système scolaire⁶⁴.

65. Le HCDH a interrogé des hommes envoyés à l'étranger par le Gouvernement pour y travailler en vue de générer des revenus pour l'État. À leurs dires, ils devaient verser de 80 à 90 % de leur salaire à l'État. Selon eux, ils n'avaient pratiquement aucune liberté de circulation, en particulier se voyaient limités dans la possibilité de quitter le lieu de travail, et devaient vivre dans des logements exigus imposés par les fonctionnaires du Ministère de la sécurité de l'État en poste dans les pays où se trouvait leur lieu de travail⁶⁵.

66. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement d'abolir la pratique du travail forcé dans le pays et à l'étranger, notamment dans le système pénitentiaire et l'armée, ainsi que dans le cadre du déploiement de « brigades de choc » et de la mobilisation d'enfants et d'étudiants appelés à travailler, entre autres⁶⁶.

67. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que selon certaines informations de nombreuses femmes continuaient à être victimes de la traite des êtres humains, à être mariées de force ou à être contraintes à se prostituer⁶⁷.

68. Le Rapporteur spécial a rappelé au Gouvernement qu'il lui incombait d'assurer la protection des femmes et des filles contre l'exploitation, d'adopter et de mettre en œuvre des mesures législatives de prévention de la traite et de l'exploitation, ainsi que de prendre des dispositions pour favoriser l'autonomisation économique des femmes et des filles, porter assistance aux victimes de la traite en les faisant bénéficier d'un accompagnement psychologique et de services de réintégration et de réadaptation, collecter des données sur la traite et l'efficacité des interventions en la matière et coopérer avec d'autres pays pour combattre la traite⁶⁸.

8. Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

69. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a indiqué que tous les hommes et toutes les femmes non mariées se voyaient attribuer un emploi dans une structure appartenant à l'État. D'après des témoignages, ces emplois étaient mal rémunérés, voire non rémunérés⁶⁹.

70. Le Rapporteur spécial a signalé que toute absence du lieu de travail attribué par l'État dont la durée dépassait la période prescrite constituait un acte répréhensible. La peine encourue en vertu de l'article 90 de la loi sur les sanctions administratives allait jusqu'à trois mois de détention en camp de rééducation par le travail (*rodongdanryondae*) en l'absence de tout contrôle judiciaire⁷⁰.

71. Le Rapporteur spécial a constaté que pour subsister la population dépendait toujours plus d'activités commerciales, principalement des marchés (*jangmadang*). Le Gouvernement avait lancé des réformes pour légaliser et réglementer certains marchés, sans avoir encore reconnu ou réglementé le droit d'occuper des emplois autres que ceux attribués par l'État⁷¹.

72. Le Rapporteur spécial a recommandé au Gouvernement de garantir le droit de gagner sa vie en effectuant librement un travail choisi ou accepté et de prendre des mesures pour protéger les femmes travaillant dans les *jangmadang* contre l'exploitation et la violence fondée sur le genre⁷².

73. Le Secrétaire général a noté que l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation internationale du Travail avaient publié un rapport de suivi mondial dans lequel elles exprimaient leur préoccupation quant à la santé et à la sécurité au travail dans le pays⁷³.

74. Le Secrétaire général a indiqué qu'aucun syndicat indépendant n'était autorisé à exister pour contribuer à la démocratisation du milieu de travail et protéger les intérêts des travailleurs⁷⁴.

75. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a estimé que le Gouvernement devrait introduire et faire respecter des

normes de travail et un cadre réglementaire solides consacrant le droit de choisir librement son emploi et de recevoir un salaire équitable, respectueux de l'intégrité physique et mentale des travailleurs, garantissant la santé et la sécurité au travail, favorisant le dialogue social entre employeurs et employés et reconnaissant le droit d'association et de négociation collective. Il devrait aussi s'attacher à éliminer le travail forcé sous toutes ses formes, à abolir le travail des enfants et à interdire toute forme de discrimination⁷⁵.

9. Droit à la sécurité sociale

76. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que le *songbun* jouait un rôle majeur dans tous les aspects de la vie des citoyens en ce qu'il déterminait l'accès ou non aux services sociaux⁷⁶.

10. Droit à un niveau de vie suffisant

77. Le Secrétaire général a noté que la situation alimentaire dans le pays avait continué à susciter de vives inquiétudes. Selon l'évaluation de la sécurité alimentaire menée en 2019 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), 10,1 millions de personnes (40 % de la population) se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire et nécessitaient une aide alimentaire. Les informations disponibles donnaient à penser que la situation s'était encore dégradée. Dans un rapport publié en 2022, la FAO notait qu'une grande partie de la population souffrait de faibles niveaux de consommation alimentaire et d'une diversité alimentaire médiocre et que la sécurité alimentaire allait demeurer précaire du fait de la persistance des contraintes économiques accentuées par une production agricole inférieure à la moyenne en 2022⁷⁷.

78. Le Secrétaire général a noté que le risque de pénuries alimentaires était très préoccupant dans les régions les plus reculées du pays, dont les campagnes et les provinces frontalières du nord-est, où résidaient les personnes classées aux échelons les plus bas du *songbun*⁷⁸.

79. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a signalé que du fait du degré élevé d'insécurité alimentaire, les enfants des zones rurales étaient particulièrement exposés à la malnutrition. La diarrhée et la pneumonie restaient les deux principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans⁷⁹.

80. Le Secrétaire général a indiqué qu'il ressortait d'entretiens menés par le HCDH que des famines s'étaient produites dans certaines parties du pays, ce qui pourrait être en partie lié à l'interruption des échanges commerciaux avec les États voisins et au renforcement des restrictions à la liberté de circulation à l'intérieur du pays⁸⁰.

81. Le Secrétaire général a constaté que la fermeture des écoles pendant de longues périodes avait probablement privé les enfants souffrant d'insécurité alimentaire des distributions de nourriture qui étaient habituellement faites à l'école⁸¹.

82. Le Secrétaire général a noté qu'environ 33 % de la population, soit 8,4 millions de personnes, n'avaient pas accès à une source d'eau gérée de manière sûre et que cette proportion atteignait 50 % dans les zones rurales. Une personne sur cinq n'avait pas accès à des installations d'assainissement de base. Une grande partie de la population était donc régulièrement exposée au risque de propagation de maladies d'origine hydrique, comme la diarrhée, une des principales causes de mortalité des enfants et de malnutrition dans le pays⁸².

11. Droit à la santé

83. Le Secrétaire général a signalé que l'infrastructure sanitaire et les capacités des agents de santé et des médecins restaient faibles. Le système de santé manquait cruellement de fournitures médicales essentielles, d'équipements vitaux et de personnel qualifié⁸³.

84. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que, même si la Constitution et les lois pertinentes garantissaient une couverture médicale universelle gratuite, la population en était encore réduite à donner de l'argent ou de la nourriture en échange de traitements et de médicaments⁸⁴.

85. Le Rapporteur spécial a noté que la santé sexuelle et procréative n'était pas abordée dans le cadre des programmes d'enseignement officiels ni aucun autre cadre éducatif⁸⁵.

86. Le Secrétaire général a indiqué que, selon des estimations du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le taux de mortalité infantile dans le pays était de 15,4 pour 1 000 naissances vivantes. D'après les statistiques les plus récentes, le taux de mortalité maternelle avait été de 107 décès pour 100 000 naissances en 2020, chiffre bien supérieur à la cible 3.1 des objectifs de développement durable. La malnutrition, qui s'était probablement aggravée à cause des restrictions liées à la COVID-19, risquait de compromettre les progrès réalisés au cours des dix dernières années en matière de mortalité infantile et maternelle⁸⁶.

87. Le Secrétaire général a constaté que depuis le début de l'année 2020 la majorité des programmes humanitaires internationaux étaient suspendus et que les derniers travailleurs humanitaires internationaux avaient quitté le pays en mars 2021. Selon l'UNICEF, en 2022 aucun enfant n'avait été vacciné contre la rougeole/rubéole, la poliomyélite ou la tuberculose, et aucune femme enceinte n'avait été immunisée contre le tétanos/la diphtérie car le pays ne disposait pas des stocks voulus pour exécuter le programme de vaccination systématique⁸⁷.

12. Droit à l'éducation

88. Le Secrétaire général a signalé que des inquiétudes subsistaient quant au non-respect du droit des enfants à l'éducation, l'État faisant de l'éducation un moyen d'endoctrinement et non un moyen de « favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités »⁸⁸.

89. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a indiqué que l'enseignement était gratuit mais que les écoles collectaient auprès des familles des élèves des matières telles que déchets d'acier, papier et fourrures d'animaux, ce qui faisait peser une charge supplémentaire sur les parents et empêchait certains élèves parmi les plus pauvres d'aller à l'école⁸⁹.

90. L'UNESCO a recommandé à l'État de poursuivre ses efforts pour garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous, y compris dans les zones rurales et pour les enfants handicapés⁹⁰.

91. Le Secrétaire général a recommandé au Gouvernement de réformer le système éducatif pour qu'il soit axé sur l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de ses potentialités⁹¹.

92. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a noté que, selon l'UNICEF, le Gouvernement prévoyait d'instaurer un système d'éducation inclusive pour intégrer progressivement les enfants présentant un handicap dans le système scolaire ordinaire, mesure qui était bienvenue⁹².

B. Droits de certains groupes ou de personnes

1. Femmes

93. Le Haut-Commissaire a indiqué que de nombreuses personnes franchissant la frontière nord pour faire du commerce étaient des femmes mariées et que c'était toujours plus souvent aux femmes que revenait la charge d'assurer un revenu à leur famille. Les femmes étaient plus exposées que les hommes au risque d'être victimes de la traite vers les États voisins à des fins de mariage forcé, d'exploitation sexuelle ou d'exploitation par le travail⁹³.

94. Le Secrétaire général a signalé que, le 28 juillet 2020, le HCDH avait publié un rapport sur la situation des femmes en détention en République populaire démocratique de Corée dans lequel il décrivait les mauvais traitements dont étaient victimes les femmes qui avaient fui le pays et y avaient été renvoyées par la suite⁹⁴.

95. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a constaté que la violence intrafamiliale semblait être largement tolérée et considérée comme un problème d'ordre privé ou familial au sujet duquel l'État n'avait pas à intervenir. Bien que cette violence soit interdite par la loi, ses caractéristiques n'étaient pas clairement définies et elle n'était pas expressément visée par le Code pénal. Les victimes de violence intrafamiliale n'avaient pas accès à des mécanismes de signalement ou de protection et il n'existait pas de centre ou de foyer d'accueil ni de services de soutien psychosocial pour ces victimes⁹⁵.

96. Le Rapporteur spécial a noté qu'attitudes patriarcales et stéréotypes persistaient quant aux rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et la société⁹⁶.

97. Le Rapporteur spécial a recommandé au Gouvernement de réviser le Code pénal et d'autres lois afin d'incriminer toutes les formes de violence envers les femmes fondées sur le genre et de veiller à ce que les auteurs d'actes de violence de ce type soient poursuivis. Il a aussi recommandé au Gouvernement d'instituer des dispositifs efficaces de protection et de signalement pour les femmes victimes de violence fondée sur le genre⁹⁷.

2. Enfants

98. Le Secrétaire général a noté que, selon des informations dont disposait le HCDH, le travail des enfants serait une pratique courante qui s'inscrirait dans le cadre du recours généralisé au travail forcé par l'État. Les garçons et les filles étaient depuis bien longtemps exposés au travail forcé, par le canal des écoles du pays et d'organisations comme la Ligue de la jeunesse, en particulier au titre de la mobilisation de « brigades de choc »⁹⁸.

99. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée a recommandé au Gouvernement de protéger les moins de 18 ans contre le travail des enfants⁹⁹.

100. Le Rapporteur spécial a constaté que les chances dont disposaient les enfants étaient déterminées par le statut politique, social et économique de leur famille. Les orphelins et les enfants en situation de rue (*kotjebi*) risquaient d'être contraints de travailler, notamment d'être recrutés dans des brigades de choc (*dolgyeokdae*), en général dans le cadre de la mobilisation de jeunes sur des chantiers de construction relevant souvent du Ministère de la défense ou du Ministère des forces armées populaires¹⁰⁰.

101. Le Rapporteur spécial a signalé avoir reçu des informations selon lesquelles les enfants s'enfuyaient souvent des orphelinats en raison de la pénurie de nourriture. Le nombre d'enfants en situation de rue aurait aussi augmenté du fait des difficultés économiques occasionnées par les restrictions liées à la COVID-19¹⁰¹.

3. Personnes handicapées

102. Le Rapporteur spécial a indiqué que les enfants présentant un handicap risquaient de souffrir d'isolement social. La pénurie de données ventilées sur la situation des enfants présentant un handicap, y compris ceux placés en institution publique, était préoccupante¹⁰².

103. Le Secrétaire général a noté que le pays manquait de dispositifs d'assistance et d'aide à la mobilité adéquats pour les personnes handicapées, ainsi que de professionnels qualifiés pouvant leur fournir des services¹⁰³.

Notes

¹ A/HRC/42/10, A/HRC/42/10/Add.1 and A/HRC/42/2.

² A/78/212, para. 57 (r). See also A/HRC/52/64, para. 56 (e); and A/HRC/55/63, para. 57 (g).

³ A/HRC/43/58, para. 52 (m).

⁴ A/HRC/40/36, para. 54 (g).

⁵ A/75/388, para. 50 (g).

⁶ UNESCO submission for the universal periodic review of the Democratic People's Republic of Korea, para. 23.

⁷ A/HRC/52/65, para. 43 (j).

⁸ A/78/212, para. 44.

- ⁹ Ibid., para. 28.
- ¹⁰ [A/HRC/43/58](#), para. 52 (d).
- ¹¹ [A/78/212](#), para. 10.
- ¹² [A/77/247](#), para. 11.
- ¹³ [A/78/526](#), para. 14.
- ¹⁴ [A/77/247](#), para. 16.
- ¹⁵ [A/78/212](#), para. 57 (b).
- ¹⁶ [A/76/242](#), para. 55 (s).
- ¹⁷ [A/78/212](#), para. 57 (g).
- ¹⁸ [A/HRC/40/66](#), paras. 27 and 29.
- ¹⁹ [A/HRC/55/63](#), para. 7. See also [A/HRC/46/52](#), para. 49.
- ²⁰ [A/77/247](#), para. 51 (d).
- ²¹ Ibid., para. 14.
- ²² [A/HRC/49/74](#), para. 10.
- ²³ [A/76/392](#), para. 13.
- ²⁴ Ibid., para. 17.
- ²⁵ [A/HRC/40/36](#), para. 40.
- ²⁶ [A/75/388](#), para. 17.
- ²⁷ [A/HRC/46/52](#), para. 57.
- ²⁸ Ibid., para. 58.
- ²⁹ [A/78/212](#), para. 57 (h).
- ³⁰ [A/76/242](#), para. 55 (e).
- ³¹ [A/78/212](#), para. 35.
- ³² Ibid., para. 55.
- ³³ [A/HRC/55/63](#), para. 15.
- ³⁴ [A/75/271](#), para. 65 (f), referring to [A/HRC/40/36](#).
- ³⁵ [A/HRC/52/64](#), para. 56 (d).
- ³⁶ [A/77/247](#), para. 12.
- ³⁷ Ibid.
- ³⁸ [A/74/268](#), para. 14.
- ³⁹ [A/77/247](#), para. 11.
- ⁴⁰ [A/76/242](#), para. 24.
- ⁴¹ [A/74/268](#), para. 34.
- ⁴² Ibid., para. 18.
- ⁴³ [A/HRC/52/64](#), para. 56 (c).
- ⁴⁴ [A/HRC/40/66](#), para. 30.
- ⁴⁵ [A/76/242](#), para. 24.
- ⁴⁶ [A/77/247](#), para. 21.
- ⁴⁷ [A/78/526](#), para. 14.
- ⁴⁸ [A/76/392](#), para. 26.
- ⁴⁹ [A/74/268](#), para. 32.
- ⁵⁰ [A/HRC/55/63](#), para. 57 (c).
- ⁵¹ [A/77/247](#), para. 24.
- ⁵² Ibid., para. 23.
- ⁵³ [A/74/268](#), para. 33.
- ⁵⁴ [A/77/247](#), para. 24.
- ⁵⁵ [A/76/392](#), para. 19.
- ⁵⁶ [A/77/247](#), para. 25.
- ⁵⁷ [A/HRC/55/63](#), para. 57 (b).
- ⁵⁸ [A/77/247](#), para. 17.
- ⁵⁹ [A/78/212](#), para. 31.
- ⁶⁰ [A/75/271](#), para. 18.
- ⁶¹ [A/78/212](#), para. 32.
- ⁶² [A/77/247](#), para. 51 (q).
- ⁶³ [A/78/212](#), para. 12.
- ⁶⁴ [A/77/247](#), para. 30.
- ⁶⁵ [A/HRC/52/64](#), paras. 27, 29 and 30.
- ⁶⁶ [A/78/212](#), para. 57 (a).
- ⁶⁷ [A/78/526](#), para. 16.
- ⁶⁸ [A/HRC/52/65](#), para. 27.
- ⁶⁹ [A/HRC/43/58](#), para. 29.
- ⁷⁰ [A/75/388](#), para. 29.
- ⁷¹ Ibid., para. 30.

-
- ⁷² [A/HRC/52/65](#), para. 43 (g).
⁷³ [A/77/247](#), para. 32.
⁷⁴ *Ibid.*, para. 31.
⁷⁵ [A/HRC/40/66](#), para. 23.
⁷⁶ *Ibid.*, para. 19.
⁷⁷ [A/78/212](#), para. 21.
⁷⁸ [A/77/247](#), para. 34.
⁷⁹ [A/76/392](#), para. 25.
⁸⁰ [A/78/212](#), para. 22.
⁸¹ [A/77/247](#), para. 34.
⁸² [A/75/271](#), para. 29.
⁸³ [A/76/242](#), para. 35.
⁸⁴ [A/75/388](#), para. 12.
⁸⁵ [A/HRC/52/65](#), para. 29.
⁸⁶ [A/78/212](#), para. 26.
⁸⁷ *Ibid.*, para. 27.
⁸⁸ *Ibid.*, para. 33, citing the Convention on the Rights of the Child, art. 29 (1) (a).
⁸⁹ [A/HRC/43/58](#), para. 28.
⁹⁰ UNESCO submission, para. 29.
⁹¹ [A/78/212](#), para. 57 (j).
⁹² [A/76/392](#), para. 24.
⁹³ [A/HRC/46/52](#), para. 43.
⁹⁴ [A/75/271](#), para. 12.
⁹⁵ [A/HRC/52/65](#), para. 31.
⁹⁶ [A/78/526](#), para. 25.
⁹⁷ [A/HRC/43/58](#), para. 52 (k) and (l).
⁹⁸ [A/78/212](#), para. 13.
⁹⁹ [A/76/392](#), para. 40 (o).
¹⁰⁰ *Ibid.*, para. 23.
¹⁰¹ *Ibid.*
¹⁰² *Ibid.*, para. 24.
¹⁰³ [A/75/271](#), para. 33.
-